

MÜLLER, Harold (dir.). *Europe and Nuclear Disarmament. Debates and Political Attitudes in 16 European Countries.* Bruxelles, European Interuniversity Press, Collection « European Policy », #35, 1998, 311p.

Martin Larose

Volume 31, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704200ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704200ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Larose, M. (2000). Compte rendu de [MÜLLER, Harold (dir.). *Europe and Nuclear Disarmament. Debates and Political Attitudes in 16 European Countries.* Bruxelles, European Interuniversity Press, Collection « European Policy », #35, 1998, 311p.] *Études internationales*, 31(3), 590–592.
<https://doi.org/10.7202/704200ar>

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

Europe and Nuclear Disarmament. Debates and Political Attitudes in 16 European Countries.

MÜLLER, Harald (dir.). Bruxelles,
European Interuniversity Press,
Collection « European Policy », #35,
1998, 311 p.

Cet ouvrage collectif – préparé sous les auspices du *Peace Research Institute Frankfurt* (PRIF) – se situe, au dire même de son directeur Harald Müller, en continuité avec les travaux effectués depuis une dizaine d'années par le PRIF sur la question de la non-prolifération en Europe. Le livre comporte une introduction et seize contributions d'auteurs de statuts divers (historiens, politologues, juristes, conseillers politiques). Ainsi, le problème du désarmement et de la non-prolifération nucléaires depuis la fin de la guerre froide est étudié à travers les cas de seize pays européens (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Grèce, Turquie, Italie, Autriche, Hongrie, Pologne, République tchèque, Bulgarie, Suède et Norvège).

L'ouvrage comporte des objectifs académiques et politiques. Du point de vue académique, il ambitionne d'abord de faire le point sur un volet particulier de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne. En second lieu, les politiques nationales de sécurité des pays membres de l'UE ou d'États susceptibles d'intégrer celle-ci sont examinées afin de les comparer entre elles d'une part, et d'autre part, de les confronter individuellement avec la

PESC. Le livre poursuit aussi un double but politique. Premièrement, il cherche à contribuer au développement d'une perspective européenne à l'égard du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Ce faisant, les auteurs tentent de contrebalancer l'influence américaine dominante, sinon omniprésente, en matière de désarmement et de non-prolifération. En outre, l'ouvrage tente de définir « des stratégies plus efficaces et prometteuses » (p. 16) pour éviter la prolifération et faire progresser le désarmement.

Ne se contentant pas d'être un assemblage hétéroclite d'articles ou de communications, ce volume se veut un effort comparatif systématique. Par conséquent, les auteurs ont opté pour un cadre d'analyse identique. Ainsi, chaque essai aborde les attitudes nationales (gouvernements, élites, opinions publiques) envers le désarmement et la non-prolifération. Les menaces pour la sécurité et les intérêts nationaux, de même que la place du nucléaire dans les politiques de défense depuis la fin de la guerre froide font aussi l'objet d'une enquête. Troisièmement, les textes comparent les politiques nationales de sécurité et les politiques des diverses alliances. Enfin, les attitudes nationales par rapport aux « tâches immédiates » (CTBT, START II et III, etc.) concernant le désarmement et la non-prolifération se trouvent esquissées.

Les conclusions des seize articles, synthétisées dans l'introduction de Harald Müller, confirment ce que des observateurs avisés de la scène politique européenne pouvaient déjà soupçonner. Comme thèse générale,

Müller avance l'idée « qu'il n'y a virtuellement pas [eu] de débat » sur le désarmement nucléaire en Europe (sauf lors des essais nucléaires français à l'automne 1995) (p. 26). Une des causes en serait le débat sur l'élargissement de l'OTAN qui monopolisa l'attention à propos de la sécurité européenne. En outre, dans la plupart des pays examinés, l'influence de l'OTAN fut prépondérante dans la formulation d'une position nationale portant sur l'avenir des armements nucléaires. De plus, puisque des sujets plus urgents (notamment les problèmes économiques et la question des réfugiés) retenaient l'attention des opinions publiques européennes, les différents gouvernements ne se préoccupèrent pas ou peu de débattre de la pertinence de l'utilisation militaire du nucléaire. En effet, seules l'Autriche et la Suède peuvent peut-être faire figure d'exception à cet égard. Enfin, les succès du désarmement nucléaire ont réduit la peur associée aux armes nucléaires et expliquent aussi, dans une certaine mesure, l'absence de polémiques et d'une volonté politique pour accélérer le désarmement.

Outre l'inexistence de débats, d'autres points communs aux seize pays doivent être soulignés. D'abord, depuis l'effondrement du bloc soviétique, le sentiment de menace s'est trouvé considérablement réduit dans l'ensemble des pays étudiés, quoique cette tendance varie selon les cas. Ainsi, c'est en RFA, en Belgique et aux Pays-Bas que la sécurité est perçue à un degré maximum alors qu'en Italie et en Espagne, l'on craint la prolifération des armes de destruction massive. La France et la Grande-Bretagne ressentent aussi ce problème auquel s'ajoute une peur encore présente liée

aux armes russes. Enfin, les pays qui sont situés le plus près de la Russie et du Moyen-Orient sont ceux qui ressentent le degré de sécurité le moins élevé. Dans la plupart des pays de cette dernière catégorie l'on s'empresse de souligner que le Kremlin ne saurait être considéré comme un ennemi et que c'est surtout la présence d'un arsenal nucléaire important de même que l'instabilité politique qui provoquent un sentiment d'inquiétude.

Un autre élément de convergence des différents travaux s'avère l'absence d'une réelle révision du rôle du nucléaire dans l'ère post-guerre froide. Le lecteur ne sera pas surpris d'apprendre que c'est en France et en Grande-Bretagne, deux pays qui possèdent des arsenaux nucléaires, que l'on insiste le plus sur l'importance du nucléaire comme force de dissuasion contre des dangers aussi nombreux qu'imprécis. À l'opposé, la Suède et l'Autriche, pays neutres, sont ceux qui démontrent le moins d'enthousiasme à l'égard du maintien de la dissuasion nucléaire. De fait, une légitimation de l'utilisation des forces nucléaires pour la dissuasion donne un bien mauvais exemple aux pays que l'on tente de convertir aux bienfaits de la non-prolifération.

Pour Harald Müller, seul l'un des cinq scénarios suivants pourrait briser le climat de torpeur généralisée. Le premier cas serait celui d'une chute du niveau d'entretien ou de sécurité du matériel militaire nucléaire russe associée à l'affaiblissement du moral du personnel affecté à ces armes. En deuxième lieu, il y a l'éventualité d'un retour de la politique de défense russe à une position hostile envers l'OTAN. La recrudescence des tensions en Asie,

accompagnée d'une course aux armements opposant la Chine et les États-Unis, est la troisième possibilité. Quatrièmement, une croissance marquée de la prolifération nucléaire pourrait obliger l'Europe à réagir. Enfin, la réflexion américaine sur le nucléaire pourrait aussi forcer la main des Européens.

En cherchant à provoquer un débat, les auteurs ont produit un livre fort utile. Les articles peuvent être considérés comme de bons points de départ individuels mais c'est surtout dans sa totalité que le livre se révélera une référence pour ceux qui s'intéressent à la sécurité européenne actuelle, à la PESC de même qu'à l'avenir du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. En respectant systématiquement la même structure, les auteurs permettent l'élaboration d'une véritable perspective comparative entre les différents cas abordés. Au moment d'écrire ces lignes, la Douma russe vient de procéder à la ratification de START II. Souhaitons que cet événement permettra, au même titre que cet ouvrage, de faire progresser la cause du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Malheureusement, ce sera peut-être le désir des Américains de ne pas respecter le traité ABM de défense anti-missiles de 1972 qui, en provoquant le raidissement de Moscou, forcera les Européens à entamer un véritable débat sur les armes nucléaires.

Martin LAROSE

Étudiant au doctorat
Département d'histoire
Université de Montréal

CONFLITS ET MAINTIEN DE LA PAIX

La France et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995) : Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'ONU.

TARDY, Thierry. Bruxelles,
Établissements Émile Bruylant,
Coll. « Organisation internationale et
Relations internationales », 1999,
xxviii-505 p.

Cet excellent ouvrage que nous offre Thierry Tardy est issu de la thèse de doctorat en science politique qu'il a soutenue en 1997 à l'Université Paris Nord, dirigée par Pascal Boniface et honorée du Premier prix scientifique de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN). Bien que les conflits yougoslaves aient fait couler beaucoup d'encre, cet ouvrage s'avère l'un des plus complets, détaillés et nuancés sur cette question dans la perspective de la politique étrangère française. Non seulement l'auteur analyse l'engagement français dans cette opération extérieure dite de « maintien de la paix », mais il replace la participation de la France à la FORPRONU dans le double mouvement de l'évolution quantitative et qualitative des opérations de maintien de la paix onusiennes et du ralliement de la France à l'ONU.

Cet ouvrage est subdivisé en deux grandes parties : la première qui s'intitule « La FORPRONU ou l'aboutissement d'une politique française récente » comprend deux chapitres. Dans un premier temps, l'auteur retrace les étapes de l'élaboration empirique et de l'évolution pragmatique du concept d'Opération de Maintien de la Paix